

PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

Catherine Kaminsky
Simon Kruk

Le Monde arabe et Israël aujourd'hui

IL- 15 11 1999 47040

0250499-1X

32

Le monde arabe
Le monde arabe
et Israël aujourd'hui
et Israël aujourd'hui

CATHERINE KAMENSKY
SIMON KRUK



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

32

2000 . 32036

32

102670350

15 15 1992 47040

POLITIQUE D'AUJOURD'HUI

en Israël

MASS - 1992

Le monde arabe et Israël aujourd'hui

Introduction, 1

Chapitre 1. — La Syrie face à Israël : une avancée politique, 5

Quelle marge de manœuvre pour la Syrie ? 5

Comment parvenir à rapprocher deux pays aux objectifs si
contraires ? 7

L'influence arabe 7

Le rôle du Liban, 30

Les conséquences politiques de la médiation syrienne au Liban, 36

La question du Golan, 37

Le concept syrien de l'avenir avec Israël et les limites de l'empire
arabo-islam, 41

La stratégie politique syrienne, 46

Chapitre 2. — Israël : vers une intégration régionale au Moyen-
Orient, 53

Les différents vecteurs de l'intégration régionale, 53

Aux origines d'un compromis : le processus d'Oslo, 58

Chapitre 3. — Le fait palestinien, 67

Le nationalisme arabe palestinien, 67

Une unité nationale des contingents, 71

Les relations entre les groupes islamistes et l'Autorité palesti-
nienne, 72

La société des frères musulmans, 83

L'Ora et le « Dignité », 83

Les conditions d'un rapprochement, 83

Quelle solidarité arabe ? Le rôle du mouvement national palesti-
nien, 89

Un



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

BoF
930

DES MÊMES AUTEURS

Ouvrages parus aux PUF :

- Le nationalisme arabe et le nationalisme juif*, coll. « Les Chemins de l'histoire », 1983.
La Syrie : politiques et stratégies de 1966 à nos jours, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1987.
La stratégie soviétique au Moyen-Orient, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1988.
Le nouvel ordre international, coll. « Que sais-je ? », 1993.

ISBN 2 13 050390 X

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1999, octobre

© Presses Universitaires de France, 1999
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



Sommaire

- Introduction, 1
- Chapitre 1. — La Syrie face à Israël : une avancée politique, 5
- Quelle marge de manœuvre pour la Syrie ?, 5
 - Comment parvenir à rapprocher deux pays aux objectifs si
contraires ?, 20
 - L'influence américaine, 27
 - Le rôle du Liban, 34
 - Les conséquences politiques de la mainmise syrienne au Liban, 38
 - La question du Golan, 39
 - Le concept syrien de l'entente avec Israël et les limites de l'emprise
américaine, 41
 - La stratégie politique syrienne, 48
- Chapitre 2. — Israël : vers une intégration pérenne au Moyen-
Orient, 53
- Les différents vecteurs de l'intégration régionale, 53
 - Aux origines d'un compromis : le processus d'Oslo, 58
- Chapitre 3. — Le fait palestinien, 67
- Le nationalisme arabe palestinien, 67
 - Une entité nationale très composite, 71
 - Les relations entre les groupes islamistes et l'Autorité palesti-
nienne, 82
 - La société des Frères musulmans, 83
 - L'OLP et le « Djihad islamique », 88
 - Les conditions d'un échange israélo-palestinien, 93
 - Quelle solidarité arabe autour de la construction nationale palesti-
nienne ?, 99
 - Un dialogue difficile avec Israël, 108

Chapitre 4. — La Jordanie et la « Paix du roi », 115

L'urgence à consolider une stabilité politique, 115

L'évolution des forces opposées au processus de paix entre la Jordanie et Israël, 122

Les forces islamiques, 122

Les forces nationalistes palestiniennes, 125

Les marges de manœuvre du roi de Jordanie, 131

Chapitre 5. — L'Arabie Saoudite, les pays du Golfe et L'Égypte : quelle stratégie ?, 139

La fin du mythe sur l'unité arabe, 139

La position saoudienne sur l'idée de sécurité arabe commune, 146

Les interrogations de l'Égypte, 150

Chapitre 6. — Israël et les deux seuls acteurs non arabes aux confins du Proche-Orient, 167

Israël peut-il trouver appui sur les ambitions turques ?, 167

L'intérêt de l'Iran pour le Proche-Orient : une mise à profit par qui ?, 175

Le jeu syrien de l'Iran, 176

La position iranienne face au processus de paix israélo-arabe, 180

Le vecteur irakien dans le cadre d'un nouvel équilibre régional, 184

L'Iran et ses voisins, 187

Les limites du fondamentalisme iranien, 192

Chapitre 7. — L'évolution de la stratégie russe, 195

La Russie à nouveau présente au Moyen-Orient ?, 196

Une révision du rôle de l'Iran, 199

Le changement de cap au Proche- et au Moyen-Orient, 208

Conclusion, 215

Bibliographie générale, 219



INTRODUCTION

L'univers postcommuniste qui succède à la désintégration de l'Union soviétique et à l'opposition Est-Ouest a une influence directe sur les nouveaux rapports internationaux. L'ensemble des modèles, tous les concepts utilisés jusqu'à présent pour analyser les relations internationales depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Empire soviétique, sont à réviser. On ne peut plus raisonner de la même manière. Les conditions politiques sont totalement différentes. Le Moyen-Orient en subit les conséquences directes.

Il se dessine un monde de turbulences, un ensemble de profondes modifications, mais qui semblent générer des approches plus cohérentes qu'il y a une quinzaine d'années. A l'exemple récent de la guerre des Balkans et de la crise yougoslave, on voit se dessiner une nouvelle grille de décodage des relations internationales qui intègre l'idée que l'on puisse trouver des solutions à la complexité des problèmes, aussi difficiles soient-ils. Des issues possibles voient le jour, soit à travers la négociation, soit avec l'éclatement d'un abcès ou d'une guerre menant à la reconstruction économique et à une volonté de redessiner plus clairement les frontières. On aurait tendance aujourd'hui à chercher des solutions qui évitent les erreurs et les nombreux errements ayant

abouti à maintes crises depuis la fin de la première guerre mondiale jusqu'aux années 1990.

Ce nouveau concept des relations internationales peut-il également s'appliquer au Proche- et au Moyen-Orient ? Nous avons là en effet un modèle issu directement des conditions difficiles de la fin de la première guerre mondiale, associant des problèmes d'identité, des querelles de nationalisme, des dessins frontaliers très flous, ou à déterminer. On ne peut plus mettre ces données en perspective sans tenir compte du fait que nous sommes dans un monde différent. Il n'y a plus d'équilibre qui certes empêchait une guerre thermonucléaire mais qui entravait, bloquait, neutralisait toute possibilité de solution politique.

On était toujours confrontés au Proche- et au Moyen-Orient à des guerres limitées, à des négociations qui n'en étaient pas, et à l'impossibilité d'aller jusqu'au bout, soit de la guerre, soit de la négociation, à cause justement de cet équilibre à préserver, cet impératif du rapport de force des grandes puissances qui a disparu aujourd'hui.

L'évolution est très rapide dans l'univers postcommuniste, la crise des Balkans en est une illustration. Le Moyen-Orient semble la seconde cible visée, où une solution de stabilité commence à se dessiner. Avec la fin de l'Union soviétique, le monde arabe n'a plus son allié traditionnel sur lequel s'appuyer pour bloquer la négociation, et attendre. Sans employer le terme de nouvel ordre international, qui peut paraître un peu ambigu, il est préférable de déclarer que nous sommes entrés dans l'ère d'un autre ordre international, qui a commencé au Moyen-Orient avec la volonté des Occidentaux d'empêcher l'Irak de s'engager dans une politique expansionniste pouvant déstabiliser l'ensemble de la région et amener une crise majeure.

La guerre entre l'Irak et l'Occident en 1991 paraît être le modèle de la nouvelle perception géopolitique qui engage un processus guerrier pour aboutir véritablement à une solution politique. Il faut souligner malheureusement dans ce cas l'arrêt des engagements parce qu'il semblerait qu'on n'ait pas voulu

s'impliquer jusqu'au bout dans la limitation de la capacité du pouvoir irakien. Cette volonté de changement, soutenue par l'Occident, a très vite montré ses limites. On n'a pas souhaité pour le moment redessiner les frontières, ou donné une forme différente à l'État irakien, de peur en partie de trop vite déstabiliser en 1991 le Proche-Orient, ce qui n'est plus le cas de nos jours.

Le conflit israélo-arabe a tendance à se régionaliser. Ce n'est plus qu'un des paramètres dans la nouvelle configuration internationale, guidée par la mondialisation des échanges. Le centre de gravité s'écarte du Proche-Orient et se rapproche de l'espace centre-asiatique. Les États-Unis restent cependant fermement animés par cette volonté de consolider la paix israélo-jordanienne, de relancer les initiatives égyptiennes, de réconcilier les Israéliens et les Palestiniens, de lancer des défis démocratiques dans toutes ces régions difficiles, conflictuelles, pour éviter justement des dérapages et des crises. Les laborieuses négociations israélo-syriennes avancent malgré tout. On le voit très bien, le balancier est du côté de la volonté politique de trouver une solution, même si elle doit passer par le biais d'une bataille dure et difficile. Le Moyen-Orient n'est pas exempt d'un risque de conflit majeur afin de solutionner la difficile problématique qui dure depuis un siècle. Pourtant, celui-ci ne mettrait plus en danger l'existence d'Israël et conduirait peut-être à trouver des moyens de stabiliser tous les États de la région, y compris les Palestiniens.

Partout de grands ensembles sont en train de se constituer, comme les États d'Europe. Ils n'ont plus rien à voir avec ceux conçus à la fin de la seconde guerre mondiale, et qui n'avaient de sens qu'à partir du moment où l'on voulait créer une barrière contre l'expansionnisme soviétique. Cette évolution entraîne une réflexion sur le sens à donner à la constitution de grands pôles économiques, politiques, technologiques. Ils ont une influence directe sur les projets à venir au Proche- et au Moyen-Orient. Pourtant, la région proche-orientale est encore soumise au rejet de l'identité d'Israël, à une perception hostile du monde

arabe par rapport à l'État hébreu, une approche florissante dans les années 1920 jusque vers 1990, qui conserve encore quelque vigueur. Les vieilles rancunes ne s'effacent pas du jour au lendemain. Néanmoins, les perspectives offertes par la mondialisation des échanges peuvent avoir un effet positif sur ces zones conflictuelles en atténuant le poids de l'État-nation et celui de la souveraineté nationale chère à l'Europe du XIX^e siècle qui a imprégné certains pays de la région.

Le Vieux Continent est la source du concept de l'État-nation, de l'État laïc, souverain. Elle ne pense plus aujourd'hui de la même façon. La capacité englobante du nouveau système économique et politique ajoutée à une volonté de démocratiser les institutions, là où cela peut se réaliser, forme une nouvelle conception de la philosophie politique au plan international qui a un impact direct sur le Proche- et le Moyen-Orient. On peut dès lors tenter de raisonner dans cette région en termes de consensus, et non en termes de conflits, ce qui était le cas jusqu'à présent et qui révèle l'influence toujours imposante de l'Occident dans ce coin du monde !

*La Syrie face à Israël :
une avancée politique*

La paix au Proche-Orient ne peut se réaliser tant que Jérusalem n'est pas parvenue à un accord avec Damas à propos du Golan et du Liban. Le processus enclenché à Madrid en 1991 aboutit pour l'heure à des impasses entre la Syrie et Israël, mais il a instauré l'idée que chaque acteur pouvait être pris en compte. Israël est sorti de son isolement, la Syrie a montré combien elle pouvait jouer à la fois sur le tableau américain et sur le renforcement de son alliance avec l'Iran, un État qui clame toujours haut et fort son hostilité à la paix avec l'État hébreu. C'est cet aspect de la politique iranienne que la Syrie s'efforce d'accroître, sans toujours rencontrer des résultats.

QUELLE MARGE DE MANŒUVRE POUR LA SYRIE ?

Ce qui interpelle à première vue, c'est la fidélité syrienne à son alliance avec l'Iran. Elle s'étend sur environ deux décennies, et les liens sont continus, malgré des lieux de rivalité et de compétition, notamment sur le terrain libanais et sur les relations avec leur voisin immédiat, l'Irak.

La Syrie a toujours mis en avant son besoin de contrecarrer les projets de développement irakiens, un frère baassiste mais néanmoins ennemi. Son alliance avec Téhéran a permis d'éviter que les Perses ne rejoignent le camp d'Israël. Le rapprochement entre Téhéran et Damas, par son caractère unique et exceptionnel, a conduit à négocier des avantages de nature politique en pesant sur des pays du Golfe éloignés de l'idéologie et de la politique chiite iranienne. L'alliance a également accentué la pression syrienne sur Israël durant la période de tension israélo-arabe et également dans la phase engagée du processus de paix.

L'Iran, en revanche, tout en demeurant son seul et fidèle allié, a pu se jouer des attaches particulières avec la Syrie, son seul lien au sein du Proche-Orient. Ceci pour entrer sur la scène du domaine réservé et conflictuel israélo-arabe, s'inscrire dans la lutte aux côtés de mouvances palestiniennes opposées à la paix avec l'État hébreu, prendre pied au Liban et risquer d'effrayer Damas sur son éventualité d'opérer une volte-face stratégique en se rapprochant de son ennemi d'hier, l'Irak.

Le Liban resté un terrain fertile convoité par les multiples organisations de luttes clandestines, où les acteurs syriens et iraniens notamment ont cherché à se mouvoir pour étendre leur influence au gré d'actions éparées ou d'opérations concertées.

Les chiïtes libanais du Sud-Liban ont entretenu très tôt des contacts avec les chiïtes perses, à travers des échanges commerciaux, familiaux, liés à leurs affinités socioreligieuses. L'implantation de cellules résistantes palestiniennes a suscité l'intérêt des mouvements clandestins d'opposition iraniens au régime du Chah, durant les années 1970. Là, des contacts se sont établis, et les Iraniens contestataires ont reçu des entraînements militaires dans des camps palestiniens aux mains du Fatah, du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) et du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), situés aussi bien au Liban que ceux rayonnant en Jordanie ou en Irak. De cette expérience, ils ont gardé un fort engagement anti-israélien, accentué par le fait que le Chah d'Iran représentait au contraire la période de lune de miel des relations irano-israéliennes.

Les Palestiniens ont cultivé durant ces années d'entraînement au Liban des relations avec les Iraniens appartenant tant aux tendances marxistes que celles exprimant l'opposition islamique dirigée par Khomeyni. Ils ont cherché parallèlement à attirer vers eux l'affinité du chiisme purement libanais, plus local, de façon à se mouvoir à travers les diverses tendances pro-iraniennes, pro-syriennes ou plus indépendantes, et essayé de consolider leur centre opérationnel. Le Liban est très rapidement devenu ce terrain où interagissent des acteurs officiels ou officieux, où la Syrie et l'Iran infiltrent des tendances locales, chiites, palestiniennes, aux stratégies multiples.

La Syrie consolide son alliance avec l'Iran après avril 1982, lorsqu'elle réalise les conséquences du retrait israélien du Sinaï au profit de l'Égypte. Le premier acte d'un processus de paix est devenu effectif, il interpelle l'ensemble des protagonistes arabes. Une alliance peut se dessiner à sa suite, entraînant la Jordanie et l'Arabie Saoudite dans le même camp que l'Égypte si le « Front du refus » ne s'affirme pas assez. Damas renforce ses alliances. Il a déjà livré une aide soutenue à l'Iran durant les premiers temps de l'interminable guerre du Golfe, la première, qui oppose Téhéran à Bagdad.

La Syrie, intermédiaire obligé des Russes, a fourni des armes sophistiquées à l'Iran, ce qui a permis à l'URSS d'affirmer à l'époque son influence tout en évitant de s'impliquer directement ou ouvertement dans le conflit irano-irakien. Damas s'empresse d'autant plus à soutenir Téhéran qu'il craint un possible retournement du gouvernement de Khomeyni vers une entente avec Israël. Il est vrai que les Iraniens se complaisent à jouer sur de multiples tableaux, saisissant les opportunités immédiates et l'effet de surprise des volte-face diplomatiques, d'autant plus que le conflit israélo-arabe ne les intéresse pas directement.

Il semble désormais confirmé que les Irakiens détiennent une grande part de responsabilité dans le déclenchement des combats qui ont ensanglanté le Liban durant des années. Des liens ont été établis entre les Irakiens, le groupe d'Abou Nidal et l'agression menée à l'encontre de l'ambassadeur israélien à Londres en

juin 1982¹. En pleine guerre Iran-Irak, Bagdad veut signifier à Damas de cesser son soutien à Téhéran. L'Irak oblige la Syrie à s'impliquer totalement sur la scène libanaise contre la dure réplique israélienne qui va s'ensuivre.

L'entrée de troupes israéliennes au Liban ébranle le positionnement des diverses structures palestiniennes. Elle active les désunions et les alliances opportunes, conjoncturelles. Les règlements de compte internes et entre factions rivales se multiplient. Les Syriens et les Iraniens constituent leurs propres réseaux d'action ou d'influence à travers les rivalités locales, politiques et ethno-religieuses. Ces événements préoccupent la Syrie qui se détourne de la guerre Iran-Irak pour mieux assouvir ses propres ambitions. Damas commence à mener au Liban une guerre contre Israël par factions interposées, sans jamais oser affronter directement l'ennemi sioniste. C'est surtout une intensification de combats fratricides au sein des factions libanaises, certaines pro-iraniennes ou pro-syriennes, d'autres influencées par les deux courants à la fois.

Les Israéliens tentent de s'appuyer également sur une partie de la communauté maronite, et ces multiples tiraillements secouent le pays du Cèdre jusqu'à sa quasi-extinction.

Hafez El Assad ne peut compter sur aucun soutien extérieur. Il ressent l'épreuve de l'isolement, face à l'avancée de la menace israélienne en terre libanaise, et le risque d'une agression irakienne toujours présent. Les Israéliens semblent interpréter la position américaine comme un feu vert, tandis que la communauté arabe reste muette et que l'allié syrien le plus puissant, Moscou, se fait remarquer par son silence.

L'Iran de Khomeyni est partagé entre deux attitudes. D'un côté, il refuse d'engager des combattants iraniens dans le conflit au Liban aux côtés de l'armée syrienne, estimant ne pas être directement concerné par une terre aussi éloignée de ses fron-

1. Hussein J. Agha et Ahmad S. Khalidi, *Syria and Iran*, Londres, The Royal Institute of International Affairs, 1995, p. 14.

tières. Il souhaite éviter le survol du territoire turc pour ne pas éveiller l'animosité de ce voisin « douteux ». Combattre Israël sur des distances aussi grandes ne semble pas recevable pour Khomeyni qui considère cette mission relever de la seule responsabilité arabe. D'un autre côté, l'Iran ne peut éviter de saisir une occasion aussi propice pour avancer un pied dans le domaine réservé du Proche-Orient aux majorités sunnites. Il saisit donc l'opportunité pour proposer une aide militaire à la Syrie. Bien que réduite en nombre, celle-ci est l'occasion de marquer une présence au Liban sans idée de retour, une sorte d'enracinement, alors que Damas s'est toujours obligé à bloquer jusque-là la pénétration iranienne en terre du Levant. En acceptant l'envoi de quelques centaines de pasdarans, Hafez El Assad confirme non seulement son alliance avec Téhéran, mais l'autorise à un début de présence active sur le sol des luttes sectaires qui risque de gêner ses propres implantations.

Cette incrustation iranienne a pour effet de bouleverser les chiites libanais qui se fractionnent. Des cellules radicales pro-iraniennes tentent de s'emparer des structures préexistantes, comme du groupe Amal, pour les infléchir dans une voie différente. Damas et Téhéran actionnent certains leviers, tentent de parer aux dangers d'autres groupes rivaux, mais ensemble ils lancent des opérations multi-directionnelles qui finissent par neutraliser les premiers succès remportés par l'occupation israélienne du Sud-Liban, ou les initiatives diplomatiques émanant des États-Unis. L'accord signé en mai 1983 entre les gouvernements libanais et israélien, qui doit symboliser le second acte du processus de paix après Camp David, périclite. Damas ne voit pas d'inconvénient à l'éviction de Yasser Arafat de Tripoli, acte qui marque à partir de 1983 la fin d'une présence palestinienne autonome au Liban.

Hafez El Assad se charge d'organiser des luttes intestines dans les diverses mouvances libanaises pour assurer la défense de ses propres intérêts et son assise au pays du Cèdre. Certains groupes pro-iraniens le servent, lorsqu'il s'agit de se déchaîner contre les forces israéliennes ou les symboles de la présence américaine

mais ils ne penchent pas vers les mêmes objectifs, ce qui l'oblige à les combattre par groupes interposés.

Le Hezbollah se développe durant cette période. Ce mouvement qui continue de recevoir l'assentiment de l'Iran, propose ses propres thèses de façon assez confuse, où se mêle une volonté de s'impliquer pour la cause palestinienne, tandis que Téhéran se détache de l'OLP. Damas doit déployer quantité de manœuvres stratégiques pour parvenir à enrayer le développement du Hezbollah, tout en évitant de l'éliminer pour servir d'autres intérêts majeurs. Il se sert du groupe Amal pour parvenir à cet objectif.

Hafez El Assad permet à cette organisation de régler certains comptes intérieurs comme celui de réduire l'influence d'éléments radicaux qui se démarquent par une affinité plutôt pro-iranienne. Il laisse libre cours aux combats qu'Amal engage dans Beyrouth, où l'on perçoit la présence d'éléments favorables à Yasser Arafat et au Fatah qui sont parvenus à s'infiltrer dans les camps de la ville. Ceux-ci risquent d'opérer une liaison avec les Forces libanaises, ou bien de faire alliance avec le Hezbollah. Progressivement la Syrie impose le poids de ses armes et lamine la résistance du général Aoun, soutenu de façon ambivalente par les Américains.

En Iran, la mort de Khomeyni conduit le nouveau gouvernement de Téhéran à renforcer ses implantations libanaises et à se rapprocher du groupe Amal. Le mouvement Hezbollah exprime en revanche une certaine autonomie de vue et s'affiche davantage comme une organisation proprement libanaise, détachée de sa matrice iranienne. Les deux moteurs de la présence iranienne ne peuvent néanmoins qu'assister, passifs, à l'affirmation de la domination syrienne reconnue officiellement par la communauté arabe lors des accords de Taëf de 1989.

Certains partisans de Damas soulignent que l'hégémonisme syrien qui a conduit à englober le Liban dans sa sphère de commandement relève davantage d'une réaction d'urgence que d'un acte organique rattaché à l'idéologie baassiste panarabe. L'offensive militaire syrienne qui réduit progressivement les autres partis

convoitant la domination de certaines régions du Liban, s'est déclenchée une fois qu'Israël a franchi la frontière sud du pays du Cèdre.

Ainsi, Hafez El Assad semble avoir plutôt réagi par pure conviction qu'une menace immédiate pesait directement sur sa position. Il craint le développement de la présence israélienne, bien qu'elle soit pressentie comme provisoire. L'essor des implantations palestiniennes ne lui convient pas non plus, de même que l'ampleur du rôle joué par les maronites. En réaction à une menace d'isolement plus grand, la Syrie a étendu sa domination sur le Liban, en y imposant un gouvernement qui lui est totalement inféodé, et en recueillant l'assentiment du monde arabe, par la légitimation qu'il en a reçue de l'Arabie Saoudite lors des accords de Taëf en 1989.

Le Liban a été le théâtre d'une confrontation indirecte entre Israël et la Syrie, de type militaire, politique et chargée également de connotations culturelles. Il a relevé une fois de plus la dichotomie profonde qui sépare deux entités nationales aux fondations idéologiques et aux éléments fondateurs de civilisations, très affirmés voire fermés l'un à l'autre. Deux corps antinomiques se sont affrontés sur une terre d'accueil qui s'est laminée de l'intérieur, emportée par la difficile gestion de pluri-ethnies aux prises chacune avec l'ambition de s'emparer du pouvoir de façon exclusive. La Syrie a continué de percevoir Israël comme le moteur de la division arabe, de l'exploitation permanente de l'Occident sur le monde arabe, en continuité du mal occasionné au Moyen Age par les Croisés.

Elle se refuse à mettre en avant les propres failles d'un système étatique qui repose sur des pluralités ethniques et religieuses. L'État libanais est comme une juxtaposition aux fonctions de commandement basé traditionnellement à partir des réseaux familiaux ou tribaux dont la Syrie a su tirer parti et profit, afin d'assurer sa domination sur le pays du Cèdre. Ceci est mené aux côtés d'un Iran engagé mais toujours prudent, qui n'a jamais souhaité heurter de plein fouet les intérêts de son allié syrien et qui préfère se glisser dans les brèches ouvertes localement.

La Syrie est certes devenue maîtresse du Liban, mais il lui faut surveiller le développement des groupes demeurant en place car ils peuvent fragiliser son ascendant à long terme. Damas peut éprouver à l'avenir quelques difficultés à conserver le contrôle sur toutes les parties de la communauté chiite libanaise.

Le Hezbollah est certes une mouvance minoritaire, partagée entre deux factions rivales, l'une plus importante qui adopte les voies légales d'influence, l'autre minoritaire, qui souhaite entretenir la tension guerrière contre Israël et nuire ainsi aux évolutions des intérêts syriens vu le contexte régional d'un processus de paix bien engagé. La majorité des acteurs du Hezbollah accepte l'éventualité d'un accord entre Damas et Jérusalem sur le Liban. Son regard se porte sur la scène sociale, où des actions sanitaires ou d'aides sont menées régulièrement pour s'ancrer au sein de la population et participer de façon plus fructueuse aux élections parlementaires libanaises. L'un de ses buts est d'étendre les valeurs islamiques aux diverses composantes sociales et politiques de la vie libanaise, sachant qu'il faut louvoyer à travers le tissu complexe des affinités communautaires, ethniques et familiales. Sur la scène chiite libanaise, son développement est concomitant à celui des autres expressions politiques, comme le groupe Amal toujours en piste. La communauté chiite libanaise est ainsi à même d'opérer de nouveaux choix. Depuis la fin de la menace israélienne qui l'a poussée à s'entendre avec les Syriens, elle risque de trouver un jour la pression de Damas trop pesante et souhaiter opter pour des groupes politiques plus proches de Téhéran.

L'évolution des cellules d'opposition palestiniennes peut s'avérer échapper également à une certaine forme de contrôle, en bénéficiant à l'Iran plutôt qu'à la Syrie, ou bien en marquant l'échec d'une emprise syrienne ou iranienne sur leur résistance.

Afin de préserver ses propres atouts à l'intérieur du camp palestinien, la Syrie permet la connexion de ces mouvances avec l'Iran. A l'origine, cela a pour objet de signifier les limites des expressions palestiniennes opposées au processus de paix, sachant que Téhéran ne dépasserait pas le cadre imposé par les intérêts syriens. En 1991, Syriens et Iraniens réunissent leurs efforts pour

canaliser un groupe de dix organisations palestiniennes ou dissidentes, au sein duquel le FPLP de Habache (Front populaire de libération de la Palestine), le FDP de Hawatmeh (Front démocratique palestinien), le FPLP-CG de Jibril (Front populaire de libération de la Palestine - Commandement général), le Fatah d'Abou Moussa, côtoient le « Hamas », le « Djihad islamique » de Chikaki, « l'Intifada » et la « Saïqa » de soutien syrien. Or, l'appui iranien et syrien ne suffit pas à les maintenir sous contrôle. Les « dix » ne peuvent développer une stratégie politique commune et préfèrent mettre l'accent sur leurs divergences. Ils choisissent d'organiser leurs propres réseaux d'action, se jouant tantôt du soutien syrien tantôt de l'iranien, ou d'opérations plus conjointes.

La Syrie n'est cependant pas forcément perdante dans cette gesticulation. Certes il existe une divergence de vue entre les groupes palestiniens traditionnellement attachés à Damas comme le FPLP ou le FDLP et la conjoncture internationale qui les sépare. C'est ainsi qu'Hafez El Assad désapprouve l'hostilité de ces groupes à la coalition occidentale contre Saddam Hussein au sein de laquelle Damas tient à assumer son rôle. Mais la Syrie peut se jouer de la vive opposition de groupes palestiniens comme celle du FPLP-CG fortement critique face à l'éventualité d'une négociation avec Israël, pour placer la pression sur l'OLP, ou d'autres parties, quand celles-ci font obstacle à ses intérêts propres. Téhéran peut être tenté de recueillir aussi les fruits d'une telle tendance active contre Yasser Arafat. Il n'a d'ailleurs pas ménagé ses efforts pour fréquemment recevoir les groupes du FPLP, du FDP et du FPLP-CG prêts à concevoir un front anti-Arafat.

Le « Djihad islamique » et le « Hamas » se distinguent des autres mouvements parce qu'ils n'éprouvent pas le besoin de s'appuyer sur le soutien syrien ou iranien pour étendre leurs opérations. Ils agissent sur les territoires occupés par Israël et non pas à partir des camps situés au Liban ou en Syrie. En revanche, leurs harcèlements s'organisent de concert avec les agressions du Hezbollah qui augmentent la pression sur Jérusalem et confortent les tissus d'acteurs opposés à Yasser Arafat, entravant

ses tentatives d'instaurer son processus de paix avec Israël. Les relations entre les mouvements palestiniens « du Refus » et la Syrie sont amenées à se modifier dans la perspective d'un arrangement politique entre Damas et Jérusalem. Ces groupes palestiniens, toujours opposés à Israël, n'éprouveraient plus le besoin de recourir au soutien syrien, ce qui les distancierait d'un partenaire essentiel à leur survie. Il n'est pas sûr que cela les rapproche alors de Téhéran. L'Iran pourrait plutôt tenter de soutenir la partie triomphante, celle de Yasser Arafat, qui serait confortée si la Syrie signait une paix avec Israël. Téhéran est capable d'opérer cette volte-face qui l'éloignerait cette fois-ci des groupes palestiniens du « Refus » et le rapprocherait de la ligne palestinienne engagée dans le processus de paix avec Israël.

En choisissant d'opter pour la paix, Damas provoquerait un affaiblissement du camp du « Refus ». Cette mouvance si longtemps entretenue pour faire pression sur Israël ou sur la ligne de Yasser Arafat au sein de l'OLP, peut perdre subitement la crédibilité de son exil, face au poids renforcé de l'Autorité nationale palestinienne provoqué par un geste favorable de la Syrie envers le processus de paix israélo-arabe.

Damas ferait s'effondrer la pression palestinienne du « Refus », qui l'a pourtant servi durant des années pour affronter l'ennemi sioniste par auteurs interposés. Il retournerait alors cette arme politique face à Israël. Ce dernier deviendrait un acteur avec lequel il faudrait compter, sans que cela n'aboutisse néanmoins à un partenariat. L'accord de paix probable entre Damas et Jérusalem ne peut être que tactique, sans reposer encore sur des dispositions favorables à des interactions, voire à des échanges.

La Syrie, en se pliant à cette nouvelle conduite, perdrait cependant l'arme palestinienne qu'elle a toujours manœuvrée du côté du camp de « Refus ». Se pose alors la question de savoir par qui la remplacer pour conserver la distance nécessaire et utile vis-à-vis d'Israël et maintenir un objet de pression politique et stratégique sur ce qui demeure l'ennemi sioniste ? Serait-elle à même de jouer un rôle cette fois-ci à l'intérieur des zones

d'administration palestinienne autonomes ? Pourrait-elle continuer de tolérer la montée de l'influence iranienne au Liban occasionnée par le renversement de liens partisans entre le Hezbollah et divers groupes encore existants ? Comment agir si ceux-ci cherchent le soutien d'autres États capables de les financer pour interagir contre les intérêts syriens, comme l'Irak, ou en faveur des Syriens par partenaire interposé comme pourrait le faire l'Égypte ? Damas parviendrait-il à lutter contre une menace pro-irakienne véhiculée de l'intérieur libanais ? L'introduction d'un soi-disant partenaire favorable à ses intérêts, comme l'Égypte, risque de lui rappeler la greffe iranienne si difficile aujourd'hui à contenir. Quel serait l'intérêt d'autres acteurs régionaux à s'insérer près des frontières nord-israéliennes pour enrayer, ou bien sauvegarder l'influence syrienne en cas d'avancée du processus de paix entre Damas et Jérusalem ?

La Syrie sait d'ores et déjà qu'elle devra compter sur les nouveaux écarts qui la distancieront de l'Iran en cas de signature de la paix. Son fidèle allié, Téhéran, est aussi devenu un rival sur le sol libanais. L'Iran désormais ancré au Proche-Orient peut se jouer des diverses tendances, du fait de son absence d'implication dans le conflit israélo-arabe. N'étant concerné ni par le camp de la paix, ni par celui du « Refus », elle peut agir sur les deux tableaux. Ainsi, lors du traité de paix israélo-jordanien d'octobre 1994, Damas s'est élevé contre la « paix séparée » du roi Hussein qui a ajouté à la division du camp arabe et l'a conduit à un isolement diplomatique supplémentaire. Au même moment, l'Iran conserve un mutisme relatif et envoie une délégation à Amman pour signer avec le roi de Jordanie des accords bilatéraux. Sur la scène libanaise, durant la même période, Téhéran renforce son soutien aux groupes palestiniens du « Refus ». Ceux-ci sont désœuvrés par le déclin de l'aide extérieure, provoqué par l'établissement de l'Autorité nationale palestinienne qui centralise tous les espoirs. Ainsi l'Iran n'agit pas pour ou contre l'avancée du processus de paix, mais il se saisit des nouvelles occasions de développer ses rayons d'action et de présence,

en risquant de froisser quelque peu les intérêts syriens. Qui garantit la Syrie que l'Iran ne se porte un jour à jouer carrément à l'encontre des priorités syriennes ?

Un autre objet de préoccupation, voire de futurs litiges entre les deux fidèles alliés, est la tournure des relations irano-irakiennes depuis l'arrêt des combats entre les deux pays.

L'Iran approche l'Irak, s'affiche contre la dislocation du pouvoir politique irakien qui risquerait de déstabiliser ses frontières, et s'élève contre l'embargo américain des exportations irakiennes. La Syrie perçoit qu'un renforcement des liens irano-irakiens pourrait pousser Israël à se rapprocher plus facilement de l'Iran, de façon à le conduire dans le camp des intérêts opposés à Damas. Jérusalem reste prêt à améliorer ses relations avec Bagdad, de manière à faire pression tant sur Damas que sur Téhéran, surtout si l'Irak se déclarait disposé à soutenir le camp du processus de paix et à se soumettre aux contrôles internationaux soucieux de parer à son surarmement.

Ainsi la seconde guerre du Golfe¹ a eu des effets proportionnellement inversés pour l'Iran et la Syrie. Tandis que Bagdad intensifie son hostilité contre la prise de position syrienne aux côtés des forces de l'Occident, attitude qui se surajoute à la rivalité ancienne entre le Baas irakien et syrien, Téhéran et Bagdad estompent leurs fractures et trouvent des accords ponctuels.

L'Iran, malgré des années de guerre contre l'Irak, souhaite préserver l'État en place. Il prône la fin des sanctions américaines contre l'exportation de produits irakiens et propose même à son voisin de traverser son propre territoire afin d'exporter le pétrole irakien, malgré l'embargo international imposé par les États-Unis. Sans chercher à provoquer Washington, il emprunte des voies détournées afin d'éviter que le régime irakien ne s'effondre.

Téhéran reste persuadé que le pouvoir irakien peut et doit perdurer malgré les épreuves de la guerre et de l'après-guerre,

1. La seconde guerre du Golfe est celle qui oppose l'Irak aux forces alliées à la suite de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein en 1990-1991.

- AMSON D.
—
BALLEIX-BANERJEE C.
BARRAT J.
(sous la direction de)
BARTHOLY M.-C. et
DESPIN J.-P.
BEDOUELLE G., COSTA J.-P.
BENKHEIRA M.
BERSTEIN S., RUDELLE O.
(sous la direction de)
BERSTEIN S., MIIZA P.
(sous la direction de)
BIRNBAUM P.
et divers auteurs
BODIGUEL J.-L.
BOILLOT H., LE DU M.
BONNEFOUS É.
BOYER A.
—
BRIQUET J.-L., SAWICKI F.
(sous la direction de)
CHAMOIX J.-P.
CHARNAY J.-P.
COHEN S.
(sous la direction de)
—
COLAS D., ÉMERI M.
(sous la direction de)
COLLOQUE PRESSE-
LIBERTÉ
—
COTTERET J.-M.
COULON A.
CRESPY J.-C.
et VOOGD C. de
DEFRASNE J.
DELSOL C., MASLOWSKI M.
(sous la direction de)
DELWIT P.,
DE WRELE J.-M.,
MAGNETTE P.
(sous la direction de)
- De Gaulle et Israël**
Israël et Palestine. Territoires sans frontières
La France et la Banque centrale européenne
Géopolitique de la francophonie
La gestion de l'ignorance
Les laïcités à la française
L'amour de la loi. Essai sur la normalité en Islam
Le modèle républicain
Axes et méthodes de l'histoire politique
Les élites socialistes au pouvoir, 1981-1985
Les magistrats, un corps sans âme ?
La pédagogie du vide. Critique du discours pédagogique contemporain
Histoire du xx^e siècle. Avant l'oubli
Le droit des religions en France
L'Islam en France
Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines
Télécoms : la fin des privilèges
Stratégie générative
Mitterrand et la sortie de la guerre froide
L'art d'interviewer les dirigeants
Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec
La presse et la justice
Les nouvelles censures de l'écrit et de l'image.
Gouverner c'est paraître. Réflexions sur la communication politique (2^e éd.)
Le métier d'étudiant
La société de confusion. Essai sur l'exigence démocratique
Le pacifisme en France
Histoire des idées politiques de l'Europe centrale
Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe

- DENQUIN J.-M.
DIAMANTI I., LAZAR M.
(sous la direction de)
DREYFUS F.-G.
DUPÂQUIER J.
(sous la direction de)
DUPRAT G.
(sous la direction de)
DUVERGER M.
ESTABLET R.
et FELOUZIS G.
F.N.E.P.
FAURÉ C.
FRAISSE E.
(sous la direction de)
FRÉMEAUX J.
—
- GANDOLFI A.
GAYRAUD J.-F.
GENTON B.
GERBER F.
GUILLAUME A.
GUILLAUME A.
et ESPOSITO M.-C.
HAGHIGHAT C.
HEURTEUX C.
HOWARD D.
HREBLAY V.
- INSTITUT LA BOÉTIE
KAMINSKY C., KRUK S.
KLATZMANN J.
KOLM S.-C.
LABBÉ M.-H.
- LACHARRIÈRE R. de
LAGNEAU G.
- LA SERRE F. de,
LEQUESNE C., RUPNIK J.
LAURÉ M.
LAZAR M.
(sous la direction de)
- LE BART C., MERLE P.
- LEBÈGUE D., BOISSIEU C. de
(sous la direction de)
- LECOURT D.
—
LEGRAND L.
LEROUX A.
—
- LINDON R., AMSON D.
LOGÉ Y.
- 1958 : la genèse de la V^e République
Politique à l'italienne
De Gaulle et le gaullisme. Essai d'interprétation
Morales et politiques de l'immigration en France
L'ignorance du peuple. Essai sur la démocratie
L'Europe dans tous ses États
Livre et télévision : concurrence ou interaction ?
Responsabilité individuelle et garanties collectives
Ce que déclarer des droits veut dire : histoires
Les étudiants et la lecture
La France et l'Islam depuis 1789
Le monde arabe et la sécurité de la France depuis 1958
La Perestroïka et le Tiers Monde
La dénonciation
Les alliés et la culture. Berlin, 1945-1949
Justice indépendante, Justice sur commande
L'Irlande, une ou deux nations ?
Londres, histoire d'une place financière
L'Amérique urbaine et l'exclusion sociale
Les entreprises et l'aménagement du territoire
De Marx à Kant
La libre circulation des personnes. Les accords de Schengen
Une prudence moderne ?
Le monde arabe et Israël aujourd'hui
Aide alimentaire et développement rural
Le libéralisme moderne
La politique américaine de commerce avec l'Est, 1969-1989
La V^e, quelle République ?
La fin de la publicité. Trois essais sur la communication institutionnelle
L'Union européenne : ouverture à l'Est ?
La fonction cachée de la monnaie
La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme en Europe
La citoyenneté étudiante. Intégration, participation, mobilisation
Monnaie unique européenne. Système monétaire international, vers quelles ambitions ?
A quoi sert donc la philosophie ?
Déclarer la philosophie
Une école pour la justice et la démocratie
La France des quatre pouvoirs
Retour à l'idéologie. Pour un humanisme de la personne
La Haute Cour, 1789-1987
URSS : Le défi technologique